

LOI TRAVAIL L'EUROPE CONTRE LES SALARIÉS !

Avec la bénédiction de l'Union européenne, le gouvernement a décidé de **casser le code du travail**. En se pliant aux « recommandations » des technocrates non-élus de Bruxelles, c'est la souveraineté du peuple qui est bafouée.



L'ancien Premier ministre Juncker, qui a favorisé l'évasion fiscale au Luxembourg, et le libéral Moscovici, qui a renié la France sitôt à Bruxelles, ont dit l'essentiel : **la Loi Travail est le résultat de 30 ans de dérégulation financière.**

“

Je n'ose pas m'imaginer quelle aurait été la réaction de la rue si votre pays avait dû appliquer des réformes comme celles qui ont été imposées aux Grecs (...) La réforme du droit du travail voulue et imposée par le gouvernement Valls est le minimum de ce qu'il faut faire.»

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne



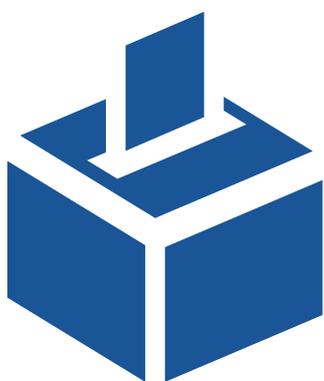
« La réforme est indispensable et y renoncer serait une erreur lourde (...) les Français ont souvent le même réflexe quand une réforme se présente : celui de s'y opposer. (...) En outre, je pense que la volonté du peuple doit s'exprimer dans les élections, pas dans les sondages. »

Pierre Moscovici, commissaire européen

”

LOI TRAVAIL EXIGEONS UN RÉFÉRENDUM !

Les députés du MRC ont demandé au président de la République un référendum sur la Loi Travail. **La seule solution pour sortir d'une situation bloquée, c'est de permettre aux citoyens d'arbitrer.**



La brutalité du 49.3 est un déni de démocratie. On empêche le parlement de débattre. On empêche le peuple de se prononcer. En étant sourd aux revendications, le gouvernement prend la responsabilité de bloquer le pays. Il faut une issue politique à cette crise.

Manuel Valls a décidé de s'aligner sur le MEDEF. Plus que jamais, **il faut séparer le MEDEF de l'État** pour redonner à l'action politique sa vocation première : représenter les intérêts des citoyens.

LE RÉFÉRENDUM, LA SOLUTION POUR RENDRE AU PEUPLE SA SOUVERAINETÉ